

Études internationales

FRÉMEAUX, Jacques. *La France et l'Islam depuis 1789*. Paris, Presses universitaires de France, 1991, 295 p.

Adnan Moussally

Volume 23, numéro 3, 1992

URI : id.erudit.org/iderudit/703055ar
<https://doi.org/10.7202/703055ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN 0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Moussally, A. (1992). FRÉMEAUX, Jacques. *La France et l'Islam depuis 1789*. Paris, Presses universitaires de France, 1991, 295 p.. *Études internationales*, 23(3), 658–660. <https://doi.org/10.7202/703055ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1992

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

L'article de Lise Beauchesne «Le débat sur la législation» est caractéristique de cette opinion. Et son argumentation mérite d'être prise au sérieux. Malheureusement, certaines outrances sont regrettables, notamment : l'assimilation, p. 256, du désir de drogue à celui de la possession d'une auto ou d'une moto ; et, p. 257, la comparaison de la guerre à la drogue avec la chasse aux sorcières, du temps de la «menace rouge».

Quoi qu'il en soit, la drogue est une menace pour les sociétés occidentales. Celles-ci auraient tort, à notre avis, de sous-estimer les risques de déstabilisation entraînés par cette véritable guerre de revanche menée par certains États du Tiers-Monde. Et, comme en toute guerre, les bons sentiments n'ont plus qu'une importance secondaire.

Mais, en ce domaine hyper-délicat, toutes les opinions sont concevables. Le mérite du livre de G. Delbrel est essentiellement de fournir les bases à partir desquelles ces opinions pourront être formulées.

Maurice PONCELET

*Faculté d'Administration
Université d'Ottawa*

FRÉMEAUX, Jacques. *La France et l'Islam depuis 1789*. Paris, Presses universitaires de France, 1991, 295 p.

Les relations qu'a entretenues l'Islam avec la France remontent à la conquête arabe. Mais à partir de la Révolution française, un rapport de force s'établit entre, d'une part, les puissances européennes et, d'autre part, l'Empire ottoman. Cet ouvrage cherche en particulier à élucider la

nature des échanges entre la France et les pays arabes d'Afrique du Nord et du Proche-Orient aux XIX^e et XX^e siècles. Frémeaux reconnaît l'apport de ses prédécesseurs qui se sont penchés sur ce sujet, mais s'insurge contre le parti pris et l'hermétisme qui a faussé leur jugement ou occulté le débat. D'où la justification de sa contribution.

Dès l'introduction, l'auteur nous met en garde contre l'incongruité de rapprocher l'État français d'une religion. C'est pour cela qu'il tient à préciser que par Islam il faut entendre une région géographique peuplée en majorité de musulmans. Force est alors de réserver une place de choix aux échanges et aux emprunts par trop négligés, plutôt que d'insister uniquement sur les affrontements. C'est à ce prix qu'on peut espérer dé mêler un écheveau de relations on ne peut plus compliquées.

La perception qu'avaient les Français de la fin du XVIII^e siècle du monde musulman découlait des visées expansionnistes de leur gouvernement et non d'une réalité tangible. Or, contrairement aux idées reçues, la Terre de l'Islam n'était pas nécessairement moins prospère, ni moins avancée. Son économie reposait sur un système différent, mais tout aussi efficace. Français et musulmans vont dès lors évoluer dans deux directions divergentes et leur éloignement se traduira par un sentiment d'hostilité.

D'autant plus que les Français ne tarderont pas à envahir un pays musulman, en l'occurrence l'Égypte, sous prétexte de libérer sa population des Mameluks et d'y introduire, prétendent-ils, les valeurs universelles de la Civilisation. Les musulmans d'Égypte

ne se laissèrent pas amadouer par la volonté de rapprochement qu'affichait Bonaparte et la présence de ses troupes fut ressentie comme une agression. Toutefois, en admettant l'avance des Européens dans les domaines scientifique et technique, certains Égyptiens éclairés préconiseront la nécessité de l'ouverture aux étrangers.

De son côté, l'attrait de la France pour l'Orient va en grandissant malgré les défaites militaires. Des études orientalistes, appuyées par des récits de voyage, voient le jour. On y découvre la sagesse orientale et l'on prend conscience que l'avenir de l'humanité passe par la réconciliation de deux principes, foncièrement complémentaires. Mais la France compte rayonner à l'extérieur en tant que championne du catholicisme au Proche-Orient et adopte du même coup une politique d'expansion au Maghreb.

À cette fin, la France entend jouer un rôle important dans la formation de cadres et de spécialistes. Dans bien des cas cette mission est confiée aux religieux qui dispensent un enseignement du français. Les Arabes s'inspirent des modèles politiques français et leur élite adopte un idéal de progrès et de liberté. Il s'agit d'un rapprochement marginal puisque les masses restent cantonnées dans leur méfiance de l'étranger. En Algérie, par exemple, le seul souci du colon était de consolider l'occupation sans chercher à comprendre la mentalité des autochtones.

En outre, les intellectuels français semblent peu enclins à pénétrer la sensibilité musulmane, occupés qu'ils étaient par les humanités classiques. En fait, peu de Français s'intéressaient aux pays musulmans dont

la modernisation ne pesait pas lourd dans leur balance. De part et d'autre de la Méditerranée, on ne faisait pas la même lecture des réformes sociales, parce qu'on ne partageait pas les mêmes intérêts. Pour les Français, la modernisation faciliterait leur pénétration alors que les Arabes y voyaient un moyen de combler leur retard.

Avec la fin de l'Empire et pour un siècle l'idée de domination va se substituer à celle d'influence dans les relations franco-musulmanes. Désormais la France voit dans la consolidation de son empire colonial une planche de salut.

Mais n'en déplaise à Renan, l'Islam s'avère posséder une capacité de riposte basée sur une idéologie panislamique. On attribue à Jamal eldine Afghani et à Mohamed Abdou la paternité de la Nahda ou Renaissance qui vise à rattraper le retard accusé par le monde musulman, tout en donnant à ses adeptes la fierté d'appartenance à la Oumma. Un peu partout, des mouvements largement pénétrés par les idées de ces deux leaders verront le jour : jeunes Turcs, Comité Union et Progrès, groupements nationalistes arabes. Lors de la première Guerre, le nationalisme arabe a contribué à la défaite turque et à attiser les aspirations émancipatrices. À plus ou moins long terme, les mouvements islamo-arabes vont réussir à libérer leurs pays de l'ordre colonial français et à défendre la cause de l'unité arabe.

En conclusion, *La France et l'Islam* semble avoir réussi à dénoncer l'hypocrisie des colonisateurs et à bien mettre en évidence le combat à armes inégales d'un Occident aux moyens militaires supérieurs et d'un Orient

qui se relève de plusieurs siècles de décadence. Tout en voulant vulgariser à outrance les données, l'auteur n'a pas su clarifier, comme il le projetait, la question qu'il a surchargée de détails encombrants.

Adnan MOUSSALLY

Collège militaire royal de Saint-Jean,
Saint-Jean, Canada

GURTOV, Mel. *Global Politics in the Human Interest. Second Edition, Fully Revised*, Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers, Inc., 1991, 287 p.

La structure de cette deuxième édition de *Global Politics in the Human Interest* demeure la même que dans la première – parue en 1988 – bâtie autour des sept chapitres originaux. Seulement quelques ajouts sur des cas précis de changements intervenus depuis dans le système global viennent compléter le tableau que brosse l'auteur. Cette nouvelle version compte donc huit pages supplémentaires de texte et deux pages de plus en bibliographie, ainsi qu'un nouveau tableau, celui sur la distribution mondiale des revenus (p. 78).

Le lecteur regrettera notamment que les données empiriques n'aient pas été actualisées ; celles-ci dataient déjà, dans plusieurs cas, de 1983.

La parution d'une deuxième édition de ce livre général, qui sert désormais de manuel dans les salles de cours américaines, légitime une perspective qui se veut alternative. Sur le fond, la position de Gurtov face à son 'humanisme global' (*global humanism*)

n'est pas très claire par rapport aux deux autres perspectives d'analyse qu'il appelle, avec justesse, 'réalisme' et 'corporatisme global' (*global corporatism*). L'humanisme global, une sorte d'idéalisme engagé, s'inscrit dans une perspective qui reconnaît, et soutient même, une imbrication de plus en plus étroite de presque tous les domaines à l'échelle mondiale. Il tente donc de réconcilier l'intérêt humain avec ce qu'il identifie comme les quatre crises profondes, soit les droits de la personne, la participation démocratique, le conflit ainsi que le sous-développement et le sur-développement (pp. 42-43).

Gurtov pose, par exemple, le problème de l'émergence obligée de ce que la littérature anglo-saxonne a consacrée depuis près de dix ans déjà sous le nom de 'régime international' (p. 44). Ce concept porte pourtant le sceau des tenants du libéralisme économique qui, lui, se confond drôlement avec ce que l'auteur appelle le 'corporatisme global'. Parler d'un ensemble de principes et de règles consacrés en droit international et liés aux pratiques internationales serait plus convenable. Cela permettrait ensuite d'envisager l'émergence d'associations socio-politiques plus égalitaires ou cosmopolitiques qui viendraient transformer les rapports structurels mondiaux.

On peut, par ailleurs, reprocher à l'auteur un trop plein d'optimisme sur la portée des actions individuelles ou de petits groupes dans son traitement des événements intervenus dans une URSS désormais éclatée et en Europe de l'Est, de la destruction des forêts brésiliennes, tout comme dans les changements intervenus en Chine et en Afrique du Sud. Il est pourtant vrai que l'interdépendance croissante